

Une presse agricole dominée par les industriels et le syndicat majoritaire

par [Fabrice Bugnot](#), Acrimed - jeudi 25 février 2021

Avec son aimable autorisation, nous reproduisons ci-dessous un article extrait de la dernière livraison de la revue [Transrural Initiatives](#) [1]. Ce numéro (483) présente un dossier intitulé « Rapprocher médias et jeunes ruraux : ça presse ! », qui fait un tour d'horizon critique sur les rapports entre médias et monde rural, particulièrement sa jeunesse. On y trouvera (entre autres) un panorama critique du paysage médiatique ; une interview avec l'un des fondateurs du trimestriel d'investigation *La Topette* ; le témoignage d'une journaliste de la PQR (groupe Rossel) ; l'extrait d'une étude des chercheurs Ivan Chupin et Pierre Mayance concernant la « porosité des frontières entre les métiers de communicant et de journaliste dans le secteur agricole » ; plusieurs articles autour de l'éducation aux médias, etc. Celui que nous reproduisons dresse un portrait de la presse agricole : « *Au-delà de l'influence des actionnaires et de la publicité, l'auto-censure et les intérêts communs ou liens personnels avec le secteur agricole orientent les sujets traités par les journalistes.* » (Acrimed)

Difficile de trouver dans la presse agricole une voix dissonante sur l'industrialisation de l'agriculture, la politique de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA - le syndicat majoritaire) ou plus largement des enquêtes sur les principaux acteurs du monde agricole, notamment sur les questions sociales ou environnementales. De manière générale, la presse professionnelle se présente comme un outil pour aider des professionnels grâce à l'information sur leur secteur – marchés, législation, concurrence, produits – ou à des conseils pratiques pour mieux vendre, s'équiper...

La critique de ces professionnels, qui sont les lecteurs et les sources des journalistes, y est peu courante : la mainmise des industriels de l'agroalimentaire et de la FNSEA sur la presse agricole (environ 150 titres papier et internet), la proximité entre journalistes et communicants (cf. *Transrural initiatives*, n°483, déc. 2020 - jan. 2021, p. X.) et le recrutement endogène des journalistes sont particulièrement poussés dans la presse agricole. Elle joue pourtant un rôle déterminant. « *Elle montre des choses qui marchent, c'est une presse économique et de la réussite qui construit symboliquement le groupe de référence* », notent les politologues Ivan Chupin et Pierre Mayance.

LA FNSEA dirige 55 médias locaux et 24 nationaux

La FNSEA, par le biais de la société Réussir-Agra, dirige 55 médias locaux et 24 nationaux sur différentes filières (lait, betteraves, grandes cultures...) tirés pour la plupart à moins de 5 000 exemplaires.

Agra-presse est l'équivalent de l'Agence France presse dans le domaine agricole et rural. Réussir, constitué en 1986 pour réaffirmer la place centrale d'un syndicat majoritaire alors remis en question, est dirigé par Henri Bies-Péré, vice-président de la FNSEA. Le groupe France agricole (GFA) qui édite *La France agricole*, hebdomadaire de référence avec 100 000 abonnés, et plusieurs mensuels spécialisés est indépendant du syndicat, mais détenu par Isagri, une société de logiciels agricoles et l'industriel Sofi protéol.

Parmi les principaux titres de la presse professionnelle agricole, on trouve aussi l'hebdomadaire *Paysan Breton*, détenu par Groupama, le Crédit Mutuel de Bretagne et Coopagri ou le site Internet *Terre-net.fr*, détenu également par Isagri. Au-delà du relai d'influence, la presse est aussi une activité rentable pour les actionnaires [2].

Pas de place pour l'opposition syndicale

La mainmise de la FNSEA se traduit concrètement par l'occultation d'une partie de l'information dans les titres de Réussir : « *On relaye toutes les prises de position du syndicat et le compte rendu des réunions de la Chambre d'agriculture. Non, on ne parle pas des autres syndicats, on n'est pas vraiment dans la critique* », explique un journaliste d'un titre local du groupe. Le syndicat étant majoritaire dans la plupart des chambres d'agriculture et organisations professionnelles et souvent plus en cogestion avec le ministère qu'en opposition, ces pratiques s'étendent à l'ensemble du secteur, même si certains débats et critiques qui existent au sein de la FNSEA – sur la Mutualité sociale agricole, les prix payés par les coopératives, la réglementation, le soutien à l'agriculture biologique... – figurent dans certains titres. « *Les numéros sont construits avec les élus référents sur le magazine. À aucun moment les sujets chauds ne sont écartés : les élus sont même d'avis de mettre les pieds dans le plat pour faire intervenir des personnes critiques de l'élevage* », rapporte Matias Desvernois, rédacteur en chef de JA Mag, le journal du syndicat JA, proche de la FNSEA. Au-delà de l'actionnariat, les contenus sont orientés par les revenus publicitaires, près d'un tiers du chiffre d'affaires pour certains titres, même s'il reste possible dans La France agricole de publier un papier critique sur un annonceur. « *Les rédacteurs en chef ont longtemps assuré l'étanchéité entre publicité et journalisme, explique un journaliste. Au service grandes cultures, c'était plus compliqué. Il y a aussi eu des tentatives d'un machiniste qui a donné des enveloppes, sans compter les voyages de presse qui coûtent plusieurs milliers d'euros. Il y a aussi des liens entre la publicité et les journalistes, ce sont parfois des amis, ils s'échangent des infos* ».

Manque de temps et autocensure

Il faut donc se reposer sur la presse généraliste pour comprendre d'où vient la fortune de Lactalis, quels sont les montages fiscaux des grands groupes et coopératives, quel est l'impact environnemental des pratiques agricoles, quelles sont les conditions de travail des saisonniers et qui en profite, en quoi l'industrialisation et le suréquipement posent problème...

Plusieurs journalistes évoquent une autocensure assez forte – la peur de froisser des sources, collègues ou amis – et un manque de temps pour réaliser des investigations. « *La plupart ne sont pas dans cet état d'esprit. Ils aiment le reportage mais pas l'investigation, ajoute une ancienne journaliste de La France agricole. Aujourd'hui, les jeunes restent deux ou trois ans, ils n'ont pas le temps d'enrichir leur réseau, de suivre l'évolution d'un secteur, de se faire un avis, de développer une analyse. Il y a une perte de cette culture de la presse, ce n'est pas encouragé et c'est un risque pour la qualité de l'information* ». Pour d'autres, le recrutement des journalistes, presque tous issus de formations agricoles et ingénieurs agronomes, qui ont la même vision technico-économique, est un frein à l'analyse critique.

Peu de contrepoids

Il y a bien quelques contrepoids. La Confédération paysanne compte quelques titres locaux et un mensuel, *Campagne solidaires*, tiré à 4 500 exemplaires. D'autres titres sont liés à des associations comme *Nature & progrès*. Mais la faillite fin 2020 de *L'Avenir agricole* en Pays de la Loire, indépendant sur le plan capitalistique des syndicats ou industriels, est un mauvais signe [3].

Créé en 1944, cet hebdomadaire s'est émancipé de la Coopérative des agriculteurs de la Mayenne en 1990. « *Les journaux du groupe Réussir vantent les très bonnes actions de la FNSEA et des chambres. Nous, ce n'était pas le cas, on faisait parler tout le monde, explique Rémi Hagel, son dernier rédacteur en chef, issu d'une formation de journalisme. On parlait de techniques innovantes, marginales, différentes, mais sans privilégier l'une ou l'autre des visions de l'agriculture : il y avait bien sûr des articles sur le Space [4] et les nouvelles technologies mais aussi sur l'Atelier paysan. On était à l'écoute pour relayer les évolutions de pratiques, notamment la bio, bien avant que les chambres ne mettent le nez dedans. On était indépendant mais dépendant des publicités et des lecteurs.* »



En 2014, le président de la chambre d'agriculture de la Sarthe chassait une journaliste de *L'Avenir agricole* d'une session ouverte aux autres représentants de la presse locale : l'information ne devait passer que par le journal du syndicat, Agri 72.

Fabrice Bugnot

[1] Transrural Initiatives est une revue bimestrielle indépendante d'information sur le monde rural publiée par l'ADIR (Agence de diffusion et d'information rurales). Elle se présente notamment comme suit : « *En illustrant concrètement des alternatives à la mise en concurrence généralisée, à la disparition des liens sociaux et à l'exploitation aveugle des ressources naturelles, Transrural initiatives entend résolument sortir de la morosité ambiante et invite à l'action* ».

[2] GFA réalisait en 2019 deux millions d'euros de bénéfice net ; Réussir et Agra, un million.

[3] À ce sujet, lire « [La presse locale agricole est sous le joug de la FNSEA](#) », Reporterre, 23 janvier [Note d'Acrimed].

[4] Salon international de l'élevage.